

Entre passé et présent, des internationalistes suisses au Nicaragua

Une cinquantaine de militants associatifs ont commémoré au Nicaragua la mort des internationalistes assassinés il y a 30 ans par «les contras». Retour sur cet événement hautement symbolique

me mo Pendant 10 jours au mois de juillet dernier, une délégation suisse d'une cinquantaine de personnes s'est rendue au Nicaragua pour commémorer les 30 ans de la mort de plusieurs coopérants, dont les Suisses Maurice Demierre et Yvan Leyvraz, et rendre hommage aux 50 000 Nicaraguayens tués dans les années 1980 par les forces contre-révolutionnaires.

C'est un voyage dans l'espace et dans le temps, riche en émotions, qu'ont vécu une cinquantaine de militants (issus d'associations suisses de solidarité et de jumelage, de syndicats et d'ONG) au Nicaragua du 18 au 28 juillet. Car l'heure était à la commémoration de ceux tombés sous les balles lors de la révolution sandiniste des années 1980. Un hommage particulier a été rendu aux 16 victimes de la coopérative Polo de Yale (soutenue à l'époque par la solidarité suisse), au Suisse Yvan Leyvraz, à Joël Fieux (de France) et Berndt Koberstein (d'Allemagne) ainsi qu'à leurs collègues nicaraguayens, à La Dalia et à Matagalpa. Une cérémonie s'est déroulée aussi à Somotillo, à la mémoire du coopérant Maurice Demierre, assassiné avec cinq femmes paysannes par les contre-révolutionnaires (contras). Autant de meurtres perpétrés il y a 30 ans, alors que le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) menait une politique de reconstruction sociale d'une ampleur inégalée en Amérique centrale. Une révolution sabordée par les Etats-Unis



María Betancourt Ruiz a survécu à l'attaque des contras (paramilitaires financés par les Etats-Unis) en 1986, durant laquelle le coopérant suisse Maurice Demierre a perdu la vie. Trente ans plus tard, le 22 juillet dernier, elle est venue lui rendre hommage, comme des centaines de personnes.

faisant quelque 50 000 victimes. Retour sur un passé et un présent entremêlé avec le journaliste militant argentin Sergio Ferrari, qui a vécu ces années de révolution au Nicaragua, de 1981 à 1992, comme coopérant de Frères sans Frontières (devenu E-Changer).

belles de ma vie, malgré la tristesse immense de la perte de nos compagnons et de nos amis nicaraguayens. En dépit de moments très difficiles, je vivais ce rêve, pour lequel j'avais fait trois ans de prison en Argentine pendant la dictature...

Qu'en est-il du renouveau du sandinisme depuis 10 ans?

Depuis 2007, et le retour au pouvoir des sandinistes, il existe une quantité de programmes sociaux, de lutte contre la pauvreté. Et même dans des lieux très éloignés de la capitale, au travers notamment de petits projets productifs agricoles menés par des femmes. Une redistribution de la richesse est en cours, et la dynamique de participation citoyenne est impressionnante. Même si on en parle très peu dans nos médias européens plus friands d'élections présidentielles, de cataclysmes ou de ce qui ne va pas. Car, bien entendu, ce modèle n'est pas parfait. Certains critiquent notamment l'alliance du parti avec l'Eglise catholique romaine, ennemie des sandinistes dans les années 1980. Je pense que le gouvernement de Daniel Ortega



La manifestation à Managua du 19 juillet, date de la révolution sandiniste, a réuni quelque 350 000 personnes.

tient compte de la leçon historique. Il ne faut pas oublier que c'est la seule révolution latino-américaine qui a gagné par les armes et perdu par la voie des élections. La réconciliation nationale était donc nécessaire pour que le sandinisme reprenne les rênes du pays par les urnes. Après 17 ans de néolibéralisme, il fallait donc changer de paradigme, recomposer des alliances en tenant compte du caractère très chrétien de la population nicaraguayenne. Certains parlent d'opportunisme. On peut aussi le voir comme une manière de reconnaître qu'une grande partie de la base sandiniste se rend à l'Eglise tous les dimanches.

Que pensez-vous de la candidature pour un troisième mandat à la tête du pays de Daniel Ortega, avec son épouse pour vice-présidente?

La manière de vivre la politique en Amérique latine, avec des leaders forts, est une réalité historique presque généralisée. Pour la majorité de la population, cela tombe sous le sens que Daniel Ortega se représente en novembre, pour un troisième mandat... Je ne dis pas que c'est bon

ou mauvais, mais différent d'ici, et souvent mal compris par les Européens. La candidature de sa femme à la vice-présidence, ce n'est peut-être pas le plus politiquement correct à nos yeux. Mais je pense que les Nicaraguayens ont le droit de choisir dans les urnes leur modèle et leur candidat. Par ailleurs, je constate l'énergie du mouvement sandiniste, celle des jeunes et en particulier des jeunes femmes. Le mouvement sandiniste a une capacité de mobilisation impressionnante. Imaginez que le 19 juillet dernier, date de la révolution sandiniste, ce sont 350 000 personnes qui se sont rassemblées sur la place Managua (la capitale compte 1,5 million d'habitants environ, le pays 6 millions)! C'était vraiment impressionnant. Imaginez une manifestation de cette ampleur en Suisse... Je vois là le germe de la rénovation générationnelle stratégique du sandinisme.

Propos recueillis par Aline Andrey ■



Sergio Ferrari, avec une cinquantaine de militants suisses, a participé au voyage commémoratif.

questions réponses

Comment s'est passé ce voyage de commémorations?

C'était vraiment très touchant, extrêmement émouvant à plus d'un titre. Voir les amis, rendre hommage aux internationalistes, vivre cette solidarité entre les camarades. Lors de notre voyage, j'ai trouvé remarquable l'intérêt de la part des médias pour notre brigade, ainsi que de la part des jeunes nicaraguayens qui ne connaissent pas bien cette histoire. Cela a permis de rappeler l'importance de la solidarité internationale, hier et aujourd'hui. Personnellement, mes onze années passées là-bas ont été entre les plus fortes et les plus

Victoire pour les travailleurs de Bata au Mexique

Au terme de cinq ans de conflit, le syndicat indépendant de l'entreprise Sandak, au Mexique, est parvenu à un accord acceptable avec cette filiale de Bata

Heureux épilogue pour les employés de Calzadillo Sandak, filiale de Bata, à Calpulalpan, état de Tlaxcala, au Mexique. Sous la pression internationale exercée par la fédération syndicale internationale Industriall et Unia, une réunion entre le Syndicat unique de travailleurs de Calzadillo (SUTCS), seul syndicat indépendant de l'Etat, et Tim Jude, vice-président international de Bata, a eu lieu le 30 juin dernier au Mexique. Elle s'est soldée par la conclusion d'un accord qualifié d'acceptable. Cette issue intervient après que deux représentants du SUTCS aient fait le voyage en Suisse début juin pour interpellier l'Organisation internationale du travail et la direction de Bata, dont le siège se trouve

à Lausanne, échanger avec Unia et médiatiser leur combat. Une démarche relayée dans nos colonnes (voir L'ES du 15 juin dernier). Rappelons que depuis plus de cinq ans, un différend opposait une soixantaine de travailleurs à la direction qui avait en décembre 2010 fermé l'entreprise du jour au lendemain, sans justification valable, laissant alors 450 travailleurs sur le carreau. Des grèves, une réouverture provisoire de l'usine, des violations répétées des droits des travailleurs, avec la complicité des autorités locales – dénoncées dans une plainte à l'OIT – des arrestations arbitraires, la mobilisation perdurant de 59 employés... avaient marqué l'histoire de cette société qui n'avait pas hésité à attaquer en justice neuf membres du comité exécutif du SUTCS. Affaires pé-

nales qui, avec la conclusion de l'accord, ont été classées. Sandak a aussi accepté de reconnaître, précise Industriall dans un communiqué, «le droit des 59 syndicalistes restants à percevoir 55% des salaires perdus au cours de ces cinq dernières années, plus de 10% pour les coûts relatifs à la résiliation de la convention collective et à la fermeture de l'usine ainsi que 2% pour les cotisations syndicales.» «Il s'agit d'une victoire importante», a relevé Fernando Lopes, secrétaire général adjoint d'Industriall, précisant que les activités de Bata dans le monde seront toujours suivies pour s'assurer qu'aucune autre violation ne soit commise...

Sonya Mermoud ■

brève Les écologistes flamands favorables à un billet de train avec mention «grève par gratuité»

Et si une grève dans les transports publics allait de pair avec leur gratuité? Pourquoi pas une grève des contrôleurs plutôt que des trains et des bus à l'arrêt? Evoquée à chaque fois qu'un mouvement social perturbe le fonctionnement des transports publics, l'idée est désormais très sérieusement avancée par Groen, le parti écologiste flamand. Depuis l'automne 2014, le climat social belge est marqué par des grèves de résistance aux politiques d'austérité menées par le gouvernement Michel. Fin mai, la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) a rappelé à l'ordre 32 contrôleurs qui avaient manifesté leur mécontentement en refusant de vérifier les tickets des voyageurs. Les Verts néerlandophones ont alors saisi la balle au bond en proposant de légaliser ce mode d'action qui a l'avantage de permettre l'expression d'un mouvement social sans pour autant bloquer les pendulaires. Comme l'a expliqué au quotidien *De Standaard* la présidente du parti, Meyrem Almaci, à chaque action à tarif zéro annoncée en conformité avec le protocole de grève, la SNCB devrait mettre à la disposition des guichets et des distributeurs des billets portant la mention «grève par gratuité». Une grève qui ferait voyager gratuitement a de quoi séduire et ravir tant les usagers que les partisans de la gratuité des transports publics. Elle interpelle alors que le personnel des Transports publics genevois (TPG) vient de voter de nouvelles mesures de lutte. Elle est pourtant fraîchement accueillie par les milieux syndicaux belges. Secrétaire général de la Centrale générale des services publics (CGSP) – Cheminots – et lui-même ancien contrôleur, Serge Piteljon relève que tout le poids de ce type de grève reposerait sur les 2500 accompagnateurs de train, alors que la SNCB emploie 34 000 travailleurs. Sans rejeter le principe, le syndicaliste craint que le but d'un tel projet soit d'éviter au maximum les grèves classiques. «Cela ne revient-il pas à dire que les services publics ne peuvent pas réagir par une grève, même s'ils doivent subir une attaque après l'autre?», s'interroge-t-il dans l'hebdomadaire *Solidaire*. «Ils attaquent notre travail, nos pensions... Je préférerais que le débat tourne autour de cela, au lieu de tourner autour d'une grève par gratuité, d'un service minimum et de ce genre de choses.»

JB ■